Bilan

Un secteur du transport honnête ? C'est simple : payez des salaires décents, arrêtez le dumping social !

2018 a été une année avec des hauts et des bas. Il y a eu le congrès fantastique de notre centrale, les victoires comme celle remportée chez Aviapartner, les mobilisations réussies contre les pratiques de dumping social dans le secteur du transport, la énième attaque contre la loi Major enrayée. Mais il reste beaucoup de pain sur la planche. C'est pour cette raison que cette année encore, nous mettrons tout le paquet sur la campagne Fair Transport.

Frank Moreels, président de l'UBT fait le bilan de l'année écoulée.

Quel a été l'événement marquant de 2018 ?

[Frank Moreels] Pour l'UBT, l'événement marquant a été notre congrès statutaire. Un congrès dont la réussite est due à la bonne préparation dans nos sections régionales et nos groupes professionnels. Un congrès qui rayonnait de dynamisme, de force, de contenu et surtout de fraternité. Nous avons reçu les félicitations de nos militants et de nos invités. Bref, c'était un congrès dont nous pouvons être fiers.

Mais notons aussi les actions réussies contre le dumping social, notre lutte pour des parkings sûrs et confortables, notre combat contre Uber, la grève chez Aviapartner et n'oublions pas le compromis concernant le statut des dockers, obtenu grâce aux pressions de l'UBT. Ce compromis a mis fin à la énième attaque du patron de la Katoen Natie contre les travailleurs portuaires.

L'UBT a donc toutes les raisons d'être fière des résultats obtenus.

Et l'année 2019 ?

[F.M.] 2019 est à nouveau une année d'élections. Notre souhait est avant tout que l'actuelle coalition de droite cède la place à un gouvernement avec une participation de la gauche. L'UBT continuera à s'engager pour réaliser cet objectif. Car la politique du gouvernement Michel - De Wever a été néfaste pour les travailleurs. Ce qui me reste le plus sur l'estomac, c'est qu'ils ont trompé l'électeur en relevant l'âge de la pension. Pendant la campagne électorale, ils n'en avaient soufflé mot. Aucun parti au gouvernement ne l'avait d'ailleurs fait. Pourtant, c'est une des premières décisions qu'ils ont prises. Grâce à Michel et De Wever, nous devons tous travailler plus longtemps, pour une pension moindre. De plus, nous attendons toujours une solution pour les métiers pénibles ! Il faut donc une autre coalition gouvernementale, un gouvernement à participation socialiste !

Mais les défis auxquels est confrontée l'UBT ne sont pas des moindres !

Quels défis ?

[F.M.] De sombres nuages s'amoncèlent à nouveau au-dessus de la loi Major. Dans le cadre de la lutte contre les trafiquants de drogue dans le port, on stigmatise les travailleurs portuaires. Nous en avons assez que nos dockers, qui assurent année après année la croissance économique dans les ports, soient en permanence montrés du doigt comme étant les seuls responsables. Nous sommes prêts à organiser à nouveau la résistance si on veut s'attaquer à la loi Major sous prétexte de « guerre contre les drogues ».

Dans le secteur du transport de marchandises, nous essayons depuis des années de lier des salaires décents à la nouvelle classification des fonctions. Mais les discussions se heurtent au refus intransigeant des fédérations patronales. Faut-il dès lors s'étonner que les entreprises de transport ne trouvent plus de chauffeurs ? Pour ce qui nous concerne, le véritable problème n'est pas la pénurie de chauffeurs, mais la pénurie d'employeurs qui sont prêts à payer un salaire décent à leurs chauffeurs. Augmentez les salaires et vous trouverez des chauffeurs.

Union Belge du Transport FGTB UBT

Les militants de l'UBT en action au poste frontière de Rekkem.

Le 27 mars, les gilets rouges défileront à Bruxelles.

Frank Moreels

Que la CSC Transcom se laisse endormir par les manœuvres de retardement de FEBETRA, TLV et UPTR nous étonne au plus haut point. Nous n'avons en effet pas besoin d'un nouveau groupe de travail pour engager les énièmes discussions. L'UBT veut « du beurre dans les épinards ». Les salaires horaires dans le secteur du nettoyage sont plus élevés que ceux des chauffeurs professionnels. Par conséquent, nous allons mettre la pression pour augmenter les salaires dans le transport routier, en espérant que les collègues de la CSC nous suivront.

L'UBT appuie aussi la revendication d'une augmentation du salaire minimum : l'objectif doit être 14 € minimum à l'heure, soit 2.300 € par mois. Nous soutenons dès lors la campagne « Fight for €14 ».

La lutte contre le dumping social reste une priorité de l'UBT…

[F.M.] Les pratiques de dumping social sont loin d'avoir disparu de ce monde, bien au contraire. Elles restent un cancer qui touche aussi bien le transport de personnes et de marchandises que la navigation intérieure, les croisières fluviales… Nous continuons donc le combat pour un secteur du transport honnête. Nous avons lancé une première action le 7 janvier en bloquant quelques postes frontières. Nous refusons en effet un mauvais « Paquet Mobilité » qui réduirait les droits des chauffeurs de camion et de bus. Notre action a d'ailleurs été une réussite puisque la commission Transport du Parlement européen a rejeté ces propositions stupides, et ce grâce aussi à nos députés européens socialistes Kathleen Van Brempt (sp.a) et Hugues Bayet (PS), ne l'oublions pas !

Les propositions qui sont sur la table sont scandaleuses et mettront en danger la sécurité de tous les usagers de la route. La Commission européenne veut en effet toucher aux temps de conduite et de repos des chauffeurs de bus et de camion. L'allongement des temps de conduite et la diminution des temps de repos sont synonymes de plus de fatigue au volant.

Notez d'ores et déjà la date du 27 mars 2019 dans vos agendas. Le 27 mars, ce seront les gilets rouges qui défileront dans Bruxelles pour exiger un secteur du transport honnête en Europe. J'appelle tous les militants et les membres de l'UBT à se mobiliser pour cette manifestation. Nous luttons pour des emplois de qualité pour les travailleurs du transport et un service sûr et fiable aux clients. Un secteur du transport honnête ? La solution est simple : payez des salaires décents, arrêtez le dumping social !